

Tous surveillés, tous surveillants?

Le récent congrès de la Ligue des droits de l'Homme a consacré une large partie de ses réflexions et de ses échanges au thème de la « société de surveillance ». Une hypothèse qui n'en est déjà plus tout à fait une. Les systèmes de contrôle et de fichage prolifèrent – le marché croît de 20 % par an – et se diversifient tandis que l'installation de caméras vidéos tend à se faire presque plus par réflexe que par réflexion. Ainsi la surveillance des citoyens devient une sorte d'évidence non discutable, confortée par l'obsession mortifère d'une société de « risque zéro ». Fort de ce paradigme, l'Etat a beau jeu de combiner l'instrumentalisation de la demande sécuritaire et le développement continu des innovations technologiques afin de généraliser des logiques et des systèmes de surveillance. On assiste au grignotage des libertés, de la vie privée, à la remise en cause de l'équilibre entre prises de risques inhérentes à la liberté personnelle et protection de l'ordre public.

Dans ce contexte, dont la LDH s'alarme de longue date, la nouvelle version du fichier des Renseignements généraux – Edvige – a mis le feu aux poudres et popularisé le combat sourd et inégal mené par plusieurs associations contre l'immixtion des administrations et des services de police dans la vie intime des citoyens.

La politique du « risque zéro »

Comme le rappelle Alain Weber, ces derniers ont, à travers Edvige, brutalement découvert que la France – patrie des droits de l'Homme – considèrerait que les militants associatifs, syndicaux, politiques, étaient des personnes « susceptibles de porter atteinte à l'ordre public » et devaient donc figurer dans un fichier de police. Les opinions philosophiques, politiques, religieuses, syndicales de ces dangereux individus,

leurs cercles d'amis, leurs vies sexuelles, leurs maladies, leurs patrimoines allaient enrichir Edvige. L'Etat s'appropriait ainsi à encarter des millions de personnes dans un fichier de police politique que n'aurait pas désavoué la Stasi, en toute allégresse et avec l'insouciance des simplistes. Face à la mobilisation citoyenne, l'Etat a reculé. Pour mieux sauter avec un nouveau Edvige 2, légèrement édulcoré ? Nous verrons bien.

C'est un autre épisode de même nature qu'offre le système « Base-élèves 1^{er} degré », apparu en catimini à la fin de l'année 2004, présenté alors comme un nouveau système de saisie et de gestion informatique de données concernant les élèves des écoles. Après « expérimentation » dans les départements de façon échelonnée, il devait être généralisé à tout le pays afin de constituer, officiellement, une base de données à plusieurs finalités : gestion administrative, pilotage pédagogique, suivi des parcours scolaires, élaboration de statistiques académiques et nationales. François Nadiras revient en détail sur cet épisode qui a, lui aussi, suscité un vaste mouvement de protestation et pesé lourdement sur le contenu d'un fichier qui continue à appeler une vigilance active. C'est d'ailleurs une constante ; qu'il s'agisse de fichier ou d'autres enjeux, le débat public reste l'alpha et l'oméga de la résistance

citoyenne ; il est donc plus que jamais nécessaire, ce que développe Isabelle De Visme, présidente section 10-11 de la LDH de Paris, en retraçant les moments de mobilisation face à un projet d'installation de caméras vidéos, et à une batterie d'arguments officiels dont la pauvreté n'a d'égale que l'inadéquation.

De nouveaux auxiliaires de police ?

En écho à la construction d'une société de surveillés, le gouvernement travaille à la mise en place d'un nombre toujours plus grand de « surveillants », en tentant d'enrôler sous cette bannière les fonctionnaires et agents de différents services publics. Rose-Marie Péchallat témoigne à cet égard du refus organisé et développé par les salariés de Pôle emploi à partir d'une « goutte d'eau » : en octobre 2007, un conseiller d'une ANPE du Rhône est prié de prévenir la directrice dès l'arrivée d'un demandeur d'emploi étranger, convoqué à son insu sur ses plages de rendez-vous. Il est prévu que la police aux frontières l'attende à la sortie, pour l'interpeller. Coup de chance, la personne ne viendra pas. Mais si elle était venue ? L'affaire traumatise les personnels qui s'en vont alors créer le Réseau emploi formation insertion (Refi) qui regroupe, dès sa création, des syndiqués et non-syndiqués, des services publics de l'ANPE et des Assedic – lesquels, à cette époque, n'ont

pas encore fusionné –, mais aussi des salariés des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), des organismes de formation, des associations. Tous refusent de devenir des auxiliaires de police à l'insu de leur plein gré... et font valoir que les lieux de solidarité – sociale, sanitaire – doivent prévaloir sur la chasse aux sans-papiers. Françoise Dumont enfin, le rappelle : la crise économique et sociale plonge de plus en plus d'individus dans la précarité ou dans la crainte du chômage ; parce que la moindre réaction aux dérapages des forces de police est considérée comme un outrage ou une rébellion ; qu'on peut être traité comme un passeur pour avoir rechargé des portables ; qu'il est possible d'être interrogé parce qu'un proche, un petit marrant, aura envoyé un message électronique mentionnant un « train qui déraile »...

Ce sont là les ingrédients d'une société de garde à vue : en 2008, un Français sur cent a subi ce genre de contraintes. Au fil des mobilisations évoquées dans notre dossier, on mesure que ce type de réalité provoque réticences et mobilisations. La politique de la peur provoque l'émergence d'un front du refus, encore trop timide, trop éparpillé certes, mais prometteur.

Pierre Tartakowsky, rédacteur en chef d'H&L



« On assiste au grignotage des libertés, de la vie privée, à la remise en cause de l'équilibre entre prises de risques inhérentes à la liberté personnelle et protection de l'ordre public. »

AU SOMMAIRE

- **Tous surveillés, tous surveillants?**
Pierre Tartakowsky 36
- **Société de surveillance, vie privée et libertés**
Comité central LDH 38
- **Surveiller sans punir**
Alain Weber 41
- **Arrêts sur images : les sections parisiennes en campagne**
Elisabeth de Visme 44
- **On ne fiche pas les enfants !**
François Nadiras 47
- **A Pôle emploi, les agents résistent**
Rose-Marie Pechallat 52
- **Nous refusons la politique de la peur**
Françoise Dumont 53